

Chronologie Chypre : 1^{er} mars-30 septembre 2001

7 mars : Constantin Caramanlis, le Président de la Nouvelle Démocratie déclare à Bruxelles au Président de la Commission Romano Prodi que son parti exclurait tout élargissement de l'Union européenne qui ne concernerait pas Chypre.

28 avril : Le Premier ministre turc Bülent Ecevit déclare au V^{ème} Congrès de son parti, le DLP (Parti de la gauche démocratique) qu'avant 1974 les Chypriotes turcs vivaient dans la crainte d'un génocide et que « L'État turc de Chypre nord » est aujourd'hui un État libre et prospère.

10 mai : Décision de la Cour européenne des droits de l'homme, qui condamne la Turquie pour violation des droits de l'homme dans la partie occupée de Chypre.

27 mai : Résultats des élections législatives :

partis	2001 %	nombre de sièges (sur 56)	1996 %	nombre de sièges
Akel-Gauche Forces nouvelles	34,71	20	33,02	19
Rassemblement Démocratique (DISY)-Libéraux	34,00	19	34,50	20
Parti Démocratique (DIKO)	14,84	9	16,44	10
KISOS (ancien EDEK) Socialistes	6,51	4	8,18	5
Nouvelles Frontières	3	1	1,71	
EIDJ	2,59	1	5,14	2
ADIK	2,16	1	0,00	
Écologistes	1,98	1	1,01	

Dimitri Christofias, secrétaire général du parti Akel devient Président de la Chambre des Représentants.

28 mai : Le Conseil national de sécurité turc déclare : « Un accord acceptable pour les deux parties de Chypre dépend de la reconnaissance de l'égalité souveraine des deux États sur l'île ».

15 juin : Le Conseil de sécurité de l'ONU renouvelle le mandat de la force des Nations Unies à Chypre et demande instamment à la partie chypriote turque et aux forces turques de rétablir le statu quo ante à Strovolia.

28 juin : Daniel Cohn-Bendit, député européen déclare : « Chypre sera dans les prochains mois le principal problème dans les relations de l'UE avec la Turquie. Une solution est absolument nécessaire avant toute ratification de l'élargissement ».

12 juillet : Rencontre à Paris de Ioannis Kassoulides, Ministre des affaires étrangères de Chypre avec Pierre Moscovici, Ministre délégué chargé des affaires européennes de France.

27 août : Rencontre à Zurich entre Rauf Denktaş et Günter Verheugen, Commissaire européen, responsable de l'élargissement en vue de l'établissement d'un dialogue direct entre l'UE et la Communauté chypriote turque. G. Verheugen exclut l'adhésion de deux États chypriotes ainsi que l'adhésion de la partie nord de l'île à travers l'adhésion de la Turquie.

29 août : Rencontre à Nicosie entre le Président Glafkos Clérides et Alvaro de Soto, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la question chypriote.

7 septembre : G. Verheugen se déclare déçu par l'attitude de R. Denktaş de refuser l'invitation du secrétaire général de l'ONU. Kofi Annan, de participer à la reprise des pourparlers sur le règlement de la question chypriote prévus le 12 septembre.

11 septembre : Le député européen Alain Lamassoure, rapporteur sur la candidature de la Turquie déclare : « Au plus tard à l'automne 2002 le moment de vérité va arriver sur Chypre. Je ne peux pas m'imaginer qu'on puisse se trouver l'an prochain dans une situation de crise à cause de Chypre ».